



STATUTS

DU CLUB SPORTIF

ET DES LOISIRS

DE LA GENDARMERIE

DU NORD PAS DE CALAIS

SIEGE SOCIAL : 201, Boulevard de Mons - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

www.cslg-nord.fr

SOMMAIRE

TITRE I

**FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE -
DUREE - AFFILIATION**

ARTICLE 1 – CONSTITUTION

ARTICLE 2 – DENOMINATION

ARTICLE 3 – OBJET

ARTICLE 4 – DUREE

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 6 – MOYENS D'ACTION

ARTICLE 7 – AFFILIATION

ARTICLE 8 – DECLARATION DES STATUTS

TITRE II

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 9 – MEMBRES

ARTICLE 10 – ADHESION DES MEMBRES

ARTICLE 11 – RADIATION D'UN MEMBRE ADHERENT

TITRE III

RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 12 – COTISATION

ARTICLE 13 – RESSOURCES

.../...

TITRE IV

ARTICLE 14 – LE COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 15 – REUNION DU COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 16 – ATTRIBUTIONS DU COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 17 – LE BUREAU

ARTICLE 18 – ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU BUREAU

TITRE V

LES ASSEMBLEES GENERALES

**ARTICLE 19 – REGLES COMMUNES A TOUTES LES
ASSEMBLEES GENERALES**

ARTICLE 20 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

ARTICLE 21 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

TITRE VI

GESTION

ARTICLE 22 – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 23 – COMPTABILITE

**ARTICLE 24 – ACTIVITES ANNEXES DE NATURE
COMMERCIALE**

ARTICLE 25 – DOCUMENTS DETENUS OBLIGATOIREMENT

TITRE VII

CONTROLE - REGLEMENT INTERIEUR - DISSOLUTION

ARTICLE 26 – CONTROLE

ARTICLE 27 – REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 28 – DISSOLUTION

ARTICLE 29 – FORMALITES ADMINISTRATIVES -

ARTICLE 1 - CONSTITUTION -

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts et ceux qui y adhèrent ultérieurement, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

ARTICLE 2 – DENOMINATION -

L'association a pour dénomination : CLUB SPORTIF ET DES LOISIRS DE LA GENDARMERIE DU NORD PAS DE CALAIS . Elle pourra être habituellement désignée par le sigle : CSLG NORD PAS DE CALAIS .

ARTICLE 3 – OBJET -

L'association a pour objet :

- d'organiser des activités sportives et culturelles au profit des personnels relevant des ministères de la défense et de l'intérieur et de leurs familles et de ses membres tels que définis dans l'article 9 des présents statuts,
- de resserrer les liens entre tous les membres de la communauté du ministère de la défense et de l'intérieur,
- de favoriser les contacts et les échanges avec le secteur civil dans l'intérêt du développement des liens « Armées – Nation »,
- de participer à la politique de formation de l'encadrement nécessaire à ses activités,

.../...

- de concourir au maintien en condition physique et morale du personnel et notamment à l'entraînement du personnel militaire,
- de responsabiliser ses membres dans la vie associative comme dans leur vie personnelle.

L'association s'interdit toute discrimination et garantit notamment l'accès légal des femmes et des hommes à ses instances dirigeantes.

Elle veille au respect de ces principes par ses membres ainsi qu'au respect de la charte déontologique du sport établie par le Comité national olympique et sportif français. Elle exerce ses activités en accord avec la politique de l'environnement et du développement durable.

ARTICLE 4 – DUREE -

- L'association a une durée illimitée.

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL DE L'ASSOCIATION -

Le siège social de l'association est fixé à : 201 Boulevard de Mons – 59650 VILLENEUVE D'ASCQ -

Il pourra être transféré dans les limites géographiques de la ligue d'appartenance par décision du comité directeur soumise à la ratification de l'assemblée générale. La fédération devra être informée de ce transfert ainsi que l'autorité militaire. La déclaration est effectuée auprès de la Préfecture du Nord où ont été déposés les statuts.

Elle a été déclarée à la Préfecture du Nord sous le n° 14 145 le 3 août 1978 (*J.O. du 14 et 15 août 1978*).

ARTICLE 6 – MOYENS D'ACTION

Conformément à l'article 3 des présents statuts, l'association peut :

- organiser toutes manifestations publiques, opérations de promotion, conférences, colloques ou publications en France et à l'Etranger,
- s'assurer du concours de toute participation financière, commerciale, industrielle ou autre activité concernée par l'objet de l'association ou susceptible de l'être,
- réaliser ou organiser des stages, études, formations, enquêtes en rapport avec son objet.

ARTICLE 7 – AFFILIATION

L'association est obligatoirement affiliée à la Fédération des Clubs de la Défense.

Elle est rattachée à la ligue Nord-Est, organe déconcentré de la F.C.D. et s'engage à :

- appliquer et se conformer entièrement aux règlements établis par la fédération et la ligue dont elle relève, ainsi qu'aux conventions établies entre la F.C.D. et d'autres fédérations,
- se soumettre aux sanctions disciplinaires qui lui seraient infligées par application des dits règlements.

Elle verse à la fédération les cotisations annuelles de ses membres permettant à ce titre, l'établissement des cartes-membres licences couvrant la saison sociale débutant le 1er septembre pour se terminer le 31 août de l'année suivante.

L'association peut également être affiliée à d'autres fédérations. Dans la mesure où elle organise des activités sportives, elle doit être titulaire de l'agrément « Jeunesse et sports » délivré par la Direction régionale ou départementale de la jeunesse et des sports.

ARTICLE 8 – DECLARATION DES STATUTS

Les statuts sont déclarés à la préfecture du Nord.

TITRE II

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 9 – MEMBRES

L'association se compose de plusieurs catégories de membres.

1. **Les membres fondateurs** (facultatif)
Sont membres fondateurs de l'association les membres adhérents qui ont participé à sa constitution et dont la liste est ci-annexée (néant).
2. **Les membres d'honneur** (le cas échéant)
Sont membres d'honneur les personnes qui ont rendu des services spécifiques à l'association. Ils sont dispensés du paiement de la cotisation annuelle. Ils sont nommés par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur.

3. **Les membres adhérents**

Sont membres adhérents les personnes à jour de leur cotisation annuelle.

Les modalités de participation des adhérents à des activités relevant de plusieurs clubs sont définies par une convention passée entre les clubs concernés.

4. **Les membres temporaires**

Sont membres temporaires les adhérents qui participent au fonctionnement du club ou à une activité pour une période n'excédant pas 48 heures qui peuvent être décomposés comme suit :

- participation à titre temporaire,
 - participations ponctuelles au titre des ASCC (Actions Sociales Communautaires Culturelles) - titre temporaire particulier,
- qui sont astreintes au paiement d'une cotisation fixée par l'assemblée générale fédérale.

ARTICLE 10 – ADHESION DES MEMBRES

Peuvent être membres adhérents de l'association :

- les personnes civiles et militaires appartenant ou ayant appartenu aux formations ou services relevant du ministère de la défense ou de l'intérieur et les membres de leurs familles;
- les personnes extérieures à la défense ou étrangères, parrainées et autorisées par le comité directeur, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

L'association peut être amenée à limiter les conditions d'accès ou le nombre d'adhérents, soit pour des raisons de sécurité, de manque d'encadrement, soit pour respecter certaines dispositions imposées par le commandement.

Le membre adhérent doit remplir un bulletin de demande d'adhésion annuel sollicitant son adhésion qu'il doit signer et où il reconnaît avoir pris connaissance des statuts, du règlement intérieur du club, de la charte éthique de la F.C.D. et de la couverture assurance qui lui est proposée.

ARTICLE 11 – RADIATION D'UN MEMBRE ADHERENT

La qualité de membre adhérent de l'association se perd :

- par la démission notifiée au président de l'association dans les conditions prévues par le règlement intérieur;
- par la dissolution de l'association;
- par l'exclusion prononcée par le comité directeur pour défaut de paiement de cotisation annuelle ou pour tout autre motif grave, l'intéressé (e) ayant été préalablement invité à présenter sa défense. A cette fin, l'intéressé peut être soit convoqué par le comité directeur ou être avisé de la réunion de délibération pour qu'il puisse formuler par écrit ses observations. Il peut être assisté d'un défenseur de son choix.

.../...

Pour les membres exclus par le comité directeur pour motif grave autre que le non paiement de cotisation, la décision de radiation est soumise à la ratification de la première assemblée à venir.

En cas d'appel, il est fait application du règlement de discipline de la Fédération.

TITRE III

RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 12 – COTISATION

Les membres de l'association acquittent chaque année une cotisation au club dont le montant est fixé par l'assemblée générale de celui-ci sur proposition du comité directeur.

Selon l'activité proposée à l'adhérent, le club peut exiger le versement d'une participation financière particulière permettant le fonctionnement de cette activité.

ARTICLE 13 – RESSOURCES

Les ressources de l'association sont constituées par :

- les apports industriels ou intellectuels de ses membres,
- les cotisations annuelles des membres,
- les subventions qui pourraient lui être allouées,
- les revenus de ses biens,
- les dons manuels et de partenaires,
- les recettes consécutives aux ordres d'insertions et aux partenariats établis dans le cadre d'un mandat contracté avec un agent commercial.

TITRE IV

ARTICLE 14 – LE COMITE DIRECTEUR

L'association est administrée par un comité directeur comprenant 08 membres au moins et 14 membres au plus, élus à bulletin secret, exclusivement par l'assemblée générale pour une durée de quatre ans.

Sont éligibles au comité directeur les membres adhérents de plus de 16 ans jouissant de leurs droits civils ayant atteint la majorité légale à la date de l'élection et ayant acquitté leur cotisation auprès de l'association à cette date.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le personnel salarié de l'association ou mis à disposition ne peut être élu au comité directeur.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes de membres du comité directeur, dans l'intervalle de deux assemblées générales, soit par suite de décès ou de démission, soit par la perte de qualité de membre du comité directeur, le comité directeur pourvoit à leur remplacement par cooptation en procédant à une nomination, à titre provisoire. Cette nomination sera confiée par vote à bulletin secret de l'assemblée générale ordinaire suivante, pour la durée du mandat restant. Dans le cas où le(s) poste(s) n'aurai(en) t pas été honoré(s) un appel à candidature figurera à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Les modalités pratiques sont fixées dans le règlement intérieur.

Le mandat de membre du comité directeur prend fin :

- au terme du mandat prévu,
- par démission,
- par la perte de la qualité de membre de l'association.

ARTICLE 15 – REUNION DU COMITE DIRECTEUR

Le comité directeur est présidé par la président de l'association. Il se réunit :

- sur convocation du président et chaque fois que celui-ci le juge utile, et au moins une fois par semestre,
- si la réunion est demandée au moins par la moitié des membres du comité directeur.

Tout membre du comité directeur absent ou empêché peut demander à un autre membre de le représenter.

Les convocations comportant l'ordre du jour sont adressées à chaque membre du comité directeur au moins quinze jours avant la réunion.

Cet ordre du jour est arrêté par le président ou par les membres qui ont demandé la réunion.

Sur l'avis de la convocation le président peut demander aux membres du comité directeur de lui indiquer huit jours avant la réunion l'inscription des questions de leur choix.

Il ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Le nombre de pouvoirs pouvant être détenu par une même personne est limité à trois y compris le sien.

Les décisions du comité directeur sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Le vote a lieu à bulletin secret à la demande de l'un des membres du comité ou lorsque l'un de ses membres est personnellement concerné par la décision à prendre.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les représentants ou les salariés de l'association peuvent être invités aux réunions avec voix consultative.

ARTICLE 16 – ATTRIBUTIONS DU COMITE DIRECTEUR

Le comité directeur exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'assemblée générale.

Il définit les orientations de l'association.

Il approuve les comptes de l'association, examine et arrête le budget prévisionnel et le rapport d'activités qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

Il prend toutes les décisions relatives à la gestion et à la conservation du patrimoine et à l'emploi des fonds de l'association ainsi qu'à la gestion du personnel.

ARTICLE 17 – LE BUREAU

Le bureau se compose au moins :

- d'un président;
- d'un secrétaire,
- d'un trésorier;
- de quatre membres du comité directeur.

Le nombre de membres du bureau ne doit pas former la majorité absolue du comité directeur réuni au complet.

Le président et le trésorier doivent appartenir ou avoir appartenu au Ministère de la Défense ou de l'Intérieur.

Le bureau assure la gestion courante de l'association et l'exécution des décisions du comité directeur. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige sur convocation du président et au moins une fois tous les deux mois.

Le bureau prend fin avec celui du comité directeur.

ARTICLE 18 – ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU BUREAU

1 – *Le président* est élu par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur; les modalités pratiques sont fixées par le règlement intérieur. Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a qualité pour ester en justice au nom de l'association.

Il ordonne les dépenses, dirige les travaux du comité directeur et du bureau.

Il signe tous les documents et lettres engageant la responsabilité morale et financière du club.

Il représente officiellement le club dans ses rapports avec le commandement et les pouvoirs publics.

Il préside les assemblées générales.

Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

2 – *Le secrétaire*, élu au sein du comité directeur, assure le fonctionnement courant de l'association. Il établit notamment les procès-verbaux des réunions de bureau, du comité directeur et de l'assemblée générale. Il tient le registre spécial et le registre des procès-verbaux.

3 - *Le trésorier*, élu au sein du comité directeur, est chargé de la gestion financière et comptable de l'association.

TITRE V

LES ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 19 – REGLES COMMUNES A TOUTES LES ASSEMBLEES GENERALES

L'assemblée générale comprend tous les membres adhérents de l'association de plus de 16 ans qui disposent d'une voix.

Ils peuvent être représentés par un autre membre adhérent dans la limite de trois pouvoirs y compris le sien.

Les membres fondateurs, d'honneur et temporaires peuvent assister à l'assemblée générale sans droit de vote.

La convocation est effectuée par lettre simple indiquant la date, le lieu, l'heure du déroulement et l'ordre du jour arrêté par le comité directeur.

Les assemblées sont dites ordinaires ou extraordinaires; seules les assemblées extraordinaires sont habilitées à modifier les statuts ou à prononcer la dissolution de l'association.

ARTICLE 20 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an. Elle peut être convoquée par le président lorsqu'il estime que la situation le nécessite ou à la demande du tiers des membres de l'association.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si au moins 30% des membres de l'association sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale ordinaire est convoquée, avec le même ordre du jour, après un délai minimum de 15 jours.

Lors de cette deuxième réunion, l'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes se déroulent à bulletin secret.

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend et approuve le rapport d'activité, le compte de résultat, le bilan et le budget prévisionnel. Elle fixe le montant de la cotisation annuelle.

L'assemblée générale peut nommer un ou plusieurs contrôleurs internes. Dans cette hypothèse, elle entend leur rapport annuel.

Elle procède à l'élection des nouveaux membres du comité directeur et ratifie les nominations effectuées à titre provisoire par le comité directeur.

L'assemblée générale est seule compétente pour :

- en première instance, radier un membre adhérent exclu par le comité directeur,
- acquérir ou prendre à bail tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association,
- consentir des baux ou des hypothèques sur les immeubles de l'association,
- céder ou transférer les dits immeubles,
- effectuer tous emprunts,

.../...

- accorder des garanties ou sûretés pour les comptes de tiers,
- nommer les contrôleurs internes,
- placer les deniers qu'elle détient dans le cadre légal associatif.

ARTICLE 21 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association, statuer sur la dévolution de ses biens ou décider de la fusion avec d'autres associations.

Elle est convoquée par le président de l'association.

Elle ne délibère valablement que si 50% au moins des membres de l'association sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale est convoquée, avec le même ordre du jour, après un délai minimum de 15 jours.

Lors de cette deuxième réunion, l'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

TITRE VI

GESTION

ARTICLE 22 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er septembre et se termine le 31 août de l'année suivante.

ARTICLE 23 – COMPTABILITE

L'association tient une comptabilité générale selon les normes édictées par le plan comptable général.

Il est établi, chaque année, le compte de résultat, le bilan et un budget prévisionnel. Ces documents sont tenus à la disposition de tous les membres de l'association avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Les registres comptables et toutes les pièces originales justificatives des opérations effectuées sont détenus au siège social.

ARTICLE 24 – ACTIVITES ANNEXES DE NATURE COMMERCIALE

L'association peut avoir des activités de nature commerciale lui permettant de dégager un résultat excédentaire à condition de ne pas le partager entre ses membres et de respecter la réglementation en vigueur.

ARTICLE 25 – DOCUMENTS DETENUS OBLIGATOIREMENT

L'établissement, la tenue et la mise à jour des documents suivants sont obligatoires :

- registre spécial (actes spéciaux : résolutions prises par le comité directeur, statuts, règlement intérieur, agrément, déclaration récépissé),
- règlement intérieur,
- registre des procès-verbaux des assemblées générales,
- registre des procès-verbaux du comité directeur et de bureau,
- registre des sorties des interpellations administratives (courrier préfecture, impôts, oms, ville, demande subvention, demande de matériel..),
- registre des courriers arrivés,
- livre journal des recettes et des dépenses appuyé de l'original des pièces justificatives,
- registre inventaire du matériel et du patrimoine (y compris l'amortissement comptable),
- registre sortie des véhicules,
- compte de résultat,
- bilan,
- budget prévisionnel,
- contrat d'assurances,
- registre des adhérents,
- notes d'organisation des activités ou manifestations,
- registre journal concernant les activités des militaires munis d'un ordre de service,
- conventions diverses

TITRE VII CONTROLE - REGLEMENT INTERIEUR - DISSOLUTION

ARTICLE 26 – CONTROLE

- Le contrôle de l'association peut s'effectuer par :
- les membres en consultant les documents établis par l'association,
- des contrôleurs internes à l'association lorsqu'ils sont nommés par l'assemblée générale,
- le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative, des finances et de la défense ou tous fonctionnaires accrédités par eux,
- la F.C.D. ou la ligue Nord-Est, dans le cadre de son fonctionnement normal.

L'association présente les différents documents qui peuvent lui être demandés.

Les juridictions financières, la cour des comptes et la chambre régionale des comptes possèdent également de larges pouvoirs pour contrôler les associations bénéficiant de concours publics.

ARTICLE 27 – REGLEMENT INTERIEUR

Les dispositions des présents statuts sont complétées par un règlement intérieur ayant pour objet de fixer les divers points qui ont trait au fonctionnement de l'association et de ses sections.

Le règlement intérieur constitue l'indispensable complément des statuts. Il doit être appliqué comme ceux-ci par chaque membre de l'association.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION

En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association.

Une déclaration sera adressée, avec copie du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire, aux destinataires suivants :

- préfecture du Nord,
- établissement ou corps support,
- ligue Nord-Est F.C.D.,
- Fédération des clubs de la Défense.

Les biens de l'association sont dévolus en priorité à une autre association de la F.C.D. ou à la ligue d'appartenance.

ARTICLE 29 – FORMALITES ADMINISTRATIVES -

Le bureau accomplira les formalités de déclaration et de publication requises par la loi et les règlements en vigueur.

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ, le 14 octobre 2017
En cinq exemplaires.

Le président
RAPPE Guy

La Trésorière
DETREZ Nathalie

Signature du original

signature sur original